Konrad Adenauer Stiftung

N°1

LA GAZETTE DU COLLOQUE

Les citoyens en uniforme face aux nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest

Lundi 14 Novembre 2011 téléchargeable sur : www.kas.de/benin

Edito :

Stratégies sécuritaires opérationnelles

Bienvenus au colloque , une tradition à la Fondation Konrad ADENAUER , fidèle à sa vision de donner l'opportunité à des cadres militaires de la sous-région généralement associés à des députés de la commission défense et sécurité de se réunir pour discuter d'un certain nombre de préoccupations sur la sécurité et les politiques de défenses. Face à la récurrence des questions sécuritaires en Afrique de l'Ouest, ce colloque est exclusivement réservé à vous, cadres militaires… pour discuter des stratégies devant permettre de juguler ces défis sécuritaires. Il vous est donné ici et maintenant, Officiers de haut rang venus de la sous-région ouest africaine, l'opportunité d'harmoniser vos points de vue sur les stratégies à adopter par rapport à la gestion des problèmes récurrents de sécurité . Place sera accordée aux questions majeures de la sécurité en Afrique de l'Ouest, aux enjeux nouveaux et aux missions nouvelles des Forces Armées qui restent à définir face à l'état des lieux en Afrique au Sud du Sahara .Ainsi, la question de la piraterie sur les côtes ouest africaines; la question des menaces terroristes dans la bande sahélienne et celle de la montée de l'intégrisme réligieux doivent être examinées et analysées sous tous leurs angles. Je ne voudrais point occulter la question majeure des crises internes aux armées et qui débouchent sur des mutineries observées çà et là, encore moins celles récurrentes du trafic des armes légères , de la drogue et d'autres stupéfiants. Puisse ce colloque apporter aux Armées, des pistes de solutions endogènes à tous ces maux!

Elke ERLECKE (Représentante FKA)

Colloque sous régional des Forces de défense et de sécurité :

La préservation d'un espace commun sécurisé envisagé

Ouagadougou accueille, du 13 au 16 novembre 2011 le Colloque sous régional des Forces de défense et de sécurité . Organisé par la Fondation Konrad Adenauer, ces assises réunissent des Officiers de haut rang de l'Afrique de l'Ouest venus du Bénin, du Togo, du Mali, du Niger et du Burkina Faso. L'ouverture officielle du colloque a eu lieu hier dimanche à l'Hôtel Palace où le Chef d'Etat-Major Général des Armées du Burkina Faso a indiqué qu'il s'agit d'œuvrer pour la préservation d'un espace commun sécurisé.

Le Présidium à l'ouverture du colloque

Face aux nombreux défis sécuritaires en Afrique de l'Ouest, le Chef d'Etat-Major Général des Armées du Burkina Faso , le GI TRAORE NABERE Honoré a indiqué qu'il s'agit d'œuvrer pour la préservation d'un espace commun sécurisé en vue de la promotion d'un développement durable dans la paix et la stabilité. Le colloque, a-t-il témoigné, représente une formidable opportunité à saisir pour mettre en commun les réflexions et partager les expériences respectives face aux défis sécuritaires de l'espace sous-régional de l'Afrique de l'Ouest. Il reste convaincu que seule une action collective permettra d'engager une lutte efficace contre des forces mal identifiées. « Il était tout à fait normal et même impérieux, de procéder à une analyse de la situation et d'ébaucher des solutions communes fondées sur nos expériences respectives, pour donner une réponse idoine qui traduise notre responsabilité collective face à ces fléaux », a-t-il expliqué. Le GI TRAORE a précisé qu'il s'agit d'appréhender le rôle des forces armées dans leur dimension républicaine et dans un contexte démocratique.

Tirant leçon de l'expérience vécu par son pays, le GI de brigade TRAORE NABERE Honoré a invité à prendre en compte le faible enracinement de la vocation pour le service des armées dans un contexte de crise économique où la question de l'emploi des jeunes demeure posée ainsi que la nécessité de considérer l'accélération de l'évolution psychologique des soldats qui vivent leur temps avec une compréhension approximative des exigences de la démocratie au sein d'un corps voué au métier des armes, incluant le sacrifice suprême.

La présente rencontre se déroule dans un contexte où ,l'Afrique de l'Ouest connaît une situation sécuritaire assez difficile a témoigné Mme Elke ERLECKE, Représentant Résidente de la Fondation Konrad Adenauer au Bénin . C'est pourquoi, explique-t-elle, pour le présent colloque, la Fondation a invité des cadres militaires dont l'échantillon est suffisamment représentatif pour contribuer avec efficacité et compétence à la réflexion nécessaire pour élucider la thématique centrale du forum. En effet, explique-t-elle, la fondation travaillant pour l'émergence d'un ordre mondial garantissant la paix et la sécurité, la liberté et la justice, a compris et a plaidé auprès des hiérarchies militaires des pays, compte tenu de l'importance de l'actualité sécuritaire dans la sous région. Elke ERLECKE a appelé tous les participants au forum à l'enrichir de leurs expériences respectives pour que le colloque de Ouagadougou soit un lieu de rencontre entre le germe et le terreau fertile.

Colloque sous régional des Forces de défense et de sécurité :

Au-delà des attentes des Etats de la sous-région ouest-africaine

L'opportunité du Colloque sous régional des Forces de défense et de sécurité a été saluée par les Pays de la sous-région. Les Chefs de délégation expriment leurs attentes.

Col. Cissé MOUSSA

Colonel Mouhamadou Barazé

Col. TEKO Kangni B.

Pour le Colonel Cissé MOUSSA du Burkina Faso, les attentes ont été exprimées à travers la thématique qui sera abordée. Il s'agit des questions majeures de la sécurité en Afrique de l'Ouest, des enjeux nouveaux et les missions nouvelles des Forces Armées. Il s'agira également de visiter la question de la piraterie sur les côtes ouest africaines à travers l'analyse et les approches de solutions ;ensuite la question des Forces Armées face aux menaces terroristes dans la bande sahélienne de même que la question de la montée de l'intégrisme réligieux en Afrique de l'Ouest En vérité, nous attendons d'avoir des discussions et des échanges francs et directes sur toutes ces questions pour permettre aux Forces de défense et de sécurité de l'espace francophone ouest africain de mettre en commun leurs expériences et d'apporter une réponse collective aux fléaux qui ont été identifiées, a-t-il témoigné.

Une compréhension commune

Pour le Colonel Mouhamadou Barazé, Chef d'Etat-major de l'Armée de terre du Niger, le colloque est beaucoup plus important dans la mesure où il ya un certain nombre d'Officiers des pays de la sous-région qui y participent en vue d'échanger leurs expériences, de donner leurs points de vues en ce qui concerne les problèmes de sécurité de la sous-région. Nous attendons donc beaucoup de ces échanges d'expériences et nous espérons que les conclusions à tirer, les enseignements qui permettront de juguler les défis qui profilent à l'horizon, dixit.

Le Colonel TEKO Kangni, de la division opérations de l'Etat-Major des Forces Armée togolaises partage les mêmes attentes. Pour lui, la cérémonie d'ouverture du colloque laisse présager la taille de cette rencontre. Il reste confiant que ces échanges seront enrichissantes et que les Forces Armées en tireront le meilleur profit . Quant au Colonel Major Moussa Camara du Mali, il témoigne que tous nos pays sont affectés par ces défis sécuritaires et que, avoir une compréhension commune sera déjà un pas très important dans le sens de la résolution du problème. Ce forum nous permettra donc , précise-t-il, de procéder à une analyse approfondie et d'explorer les voies et moyens qui permettront de faire face au fléau.

De la volonté politique comme un acquis ?

Et le Capitaine de vaisseau GBESSEMEHLAN HOUNSOU Denis , conseiller technique du ministre d'Etat bé-

Cap de Vaissaeau. GBESSEMEHLAN H. Denis

ninois chargé de la Défense Nationale de conclure que le problème de la sécurité se pose avec acuité dans la sous-région. On ne peut pas parler de développement sans la sécurité et qu'à force d'échanger à travers ces colloques, nous allons en venir à des résolutions communes à soumettre aux autorités politiques. Ceci donne a s'interroger si la volonté politique nécessaires aux Etats concernés pour mettre en œuvre les résolutions issues du colloque serait déjà un acquis. Le Colonel Cissé MOUSSA en effet pense que le discours du Chef d'Etat-major des Armées du Burkina Faso qui a parlé au nom du Ministre de la Défense Nationale et des Anciens combattants est assez édifiant en la matière. Le fait que le Burkina Faso ait accepté d'abriter le présent colloque est déjà une réponse sans équivoque quant à l'expression de sa volonté politique à mettre en œuvre les recommandations du colloque. Pour le Colonel Mouhamadou Barazé, les décisons utiles reviennent aux autorités : « Nous allons soumettre les conclusions aux autorités qui pren-

Col. Major CAMARA Yamoussa

dront des décisions utiles », dixit. Le Colonel TEKO KANI lui rassure de ce que cette volonté politique serait assurée :« Je ne suis pas arrivé ici de moi-même. Les autorités qui nous ont envoyé ici sont convaincus des apports de ce forum pour notre pays », indique-t-il. Son avis est partagé par son collègue du Mali pour qui la participation au colloque en est l'expression matérialisée.

« L'opportunité de l'engagement des Forces appartient certes aux autorités politiques » renchérit-il .

La Coopération militaire internationale , une nécessité !

Il s'agit d'élaborer une stratégie commune qui puisse permettre de mettre en cohérences nos différentes capacités pour faire face à ces défis transnationaux qui appellent une réponse transnationale » , confie-t-il. Quant Capitaine de vaisseau GBESSEMEHLAN H. Denis , il a témoigné qu' au Bénin, la volonté politique est déjà matérialisée à travers la lutte engagée contre la piraterie au large des côtes béninoises. Cette volonté politique saurait-elle occulter la coopération militaire internationale comme une solution à envisager ?

Pour le Colonel Cissé MOUSSA du Burkina Faso en effet , Il est fort possible d'envisager une telle coopération mais ce volet devrait être laissé à l'appréciation des autorités politiques. Son collègue du Niger pense lui, qu'il faut d'abord résoudre localement ses problèmes avant de solliciter une quelconque coopération internationale. C'est un système complexe et lourd. Il faut préalablement des solutions de fortune, au niveau local, explique-t-il. Le Colonel Mouhamadou Barazé se voudrait philosophe : « Nous ne pouvons pas aller loin sans tisser cette nouvelle corde sur l'ancienne, pour éviter d'inventer la roue » et son collègue du Togo pense que nos Etats étant ce qu'ils sont avec les moyens dont ils disposent, ont forcément besoin de l'accompagnement constant des partenaires stratégiques pour essayer de combler les déficits et apporter des solutions globales et durables aux problèmes.

AU COEUR DE LA CEREMONIE OFFICIELLE D'OUVERTURE DU COLLOQUE,
Une soirée de retrouvailles coviviales

Konrad Adenauer Stiftung

N°2

LA GAZETTE DU COLLOQUE

Les citoyens en uniforme face aux nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest

Mardi 15 Novembre 2011 téléchargeable sur : www.kas.de/benin

Gl. TRAORE NABERE Honoré,

Chef d'Etat-major Général des Armées du Burkina Faso

« Il faut apporter une réponse collective à ces fléaux très importants qui menacent le monde entier »

Le Général TRAORE NABERE Honoré, Chef d'Etat-major Général des Armées du Burkina Faso a pris part aux travaux du colloque qui se tient à Ouagadougou et qui réunit les hauts gradés de l'Armée des Etats de la sous-région ouest africaine autour de la problématique des nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest. Il s'est volontiers prêté à nos questions et évoque entre autres la nécessité d'apporter une réponse collective à l'insécurité dans la sous-région.

- Mon Général, quelles réflexions vous inspirent les enjeux nouveaux et les missions nouvelles des Forces Armées ?

- Il est important de savoir qu'il existe des enjeux nouveaux et de mener la réflexion autour de toutes ces préoccupations-là. C'est l'objectif principal de ce colloque qui réunit des Officiers supérieurs des pays de la sous-région dont je salue ici la présence. Pour nous, il s'agit de se pencher sur ces questions fondamentales et de proposer des réponses aux décideurs militaires et politiques à l'issue des travaux.

Nous avons des raisons de penser Mon Général, que la volonté politique de l'Etat du Faso est assurée, en ce qui concerne la mise en œuvre des décisions qui émaneront du présent colloque.

Nous ne pouvons pas mettre sur pied une telle organisation et laisser plus tard les travaux dans les tiroirs. Nous sommes disposés à analyser ces propositions et à trouver des solutions pour que la volonté de nos principaux chefs militaires soit respectée.

- Les nouvelles missions en effet qu'appellent les nouveaux enjeux sécuritaires pour ne citer que la lutte contre le terrorisme, nécessitent davantage de moyens financiers. Est-ce qu'un Etat comme le vôtre a les moyens de faire face efficacement à cette lutte ?

- Les principes de sécurité doivent être respectés à tous les niveaux et les problèmes de sécurité au niveau des pays africains doivent être résolus collectivement . Aucun pays africain, fût-il riche, aujourd'hui ne dispose à lui tout seul assez de moyens pour faire face à cette insécurité-là. C'est une réponse collective qu'il faut apporter à ces fléaux qui sont très importants et qui menacent d'ailleurs le monde entier. C'est à juste titre que nous faisons appel aux participants de tous les pays de la sous-région afin qu'on puisse réflechir ensemble sur les mesures à apporter. Bien sûr qu'au niveau national, il y a des petites réponses qui seront apportées à la dimension financière de nos Etats mais, il s'agit d'apporter une réponse collective et tout le monde est d'accord avec cette approche.

Votre appel à l'endroit des participants au colloque ?

Leur engagement et leur présence confirme que l'intérêt de tous les pays africains est assuré. Cela me réconforte de constater que tout le monde a répondu présent. Cette réflexion pourra ainsi bénéficier de l'apport intellectuel de tous les officiers invités et ceci, pour nous, est déjà une très bonne chose.

Col.-Major ZAGRE Pingrenoma

La problématique de la sécurité en Afrique de l'Ouest : enjeux et nouvelles missions

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME COMME LA NOUVELLE MISSION MAJEURE DES ETATS

La problématique de la sécurité en Afrique de l'Ouest : enjeux et nouvelles missions a été le thème la communication introductive de cette première journée du colloque sur les enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest. A en juger par les propos du conférencier, le Colonel-Major ZAGRE Pingrenoma, Conseiller technique du Ministre de la Défense Nationale et des Anciens combattants du Burkina Faso,

Les missions nouvelles dépendent de l'expérience de chacun des Etats. La mission nouvelle majeure concerne la lutte contre le terrorisme, un phénomène diffus qui agit au-delà des frontières. Il convient, pour lutter efficacement contre ce phénomène, que les Forces Armées assurent la formation conséquente de leurs hommes, les équipent de manière appropriée afin que des actions collectives soient menées par l'ensemble des Etats pour arriver à vaincre le terrorisme, nouvelle mission majeure qui préoccupe la sous-région, a expliqué le Colonel-Major ZAGRE Pingrenoma. D'autres missions nouvelles précise l'orateur, tiennent compte des préoc-

cupations sur la sécurité publique. Beaucoup de capitales africaines ont été l'objet de manifestations publiques violentes au cours de ces dernières années et lorsque les forces de sécurité publique sont débordées, il est fait appel aux Forces Armées . Le maintien de l'ordre n'est pas une mission régalienne des Forces Armées mais certaines réalités recommandent que les Forces Armées y soient associées. La participation aux opérations de maintien de l'ordre paraît donc une mission nouvelle pour les Forces Armées comme la participation à la protection civile, la lutte contre le banditisme et la criminalité transfrontalière, la lutte contre le trafic illicite d'armes, a –t-il indiqué.

Beaucoup d'enjeux constituent des problèmes de sécurité malgré les efforts consentis par la CEDEAO en la matière. Au stade actuel, il convient pour les Etats africains, de voir quelles missions nouvelles il faut assigner aux Forces Armées pour apporter des réponses appropriées aux nouvelles menaces conseille le Colonel-Major ZAGRE Pingrenoma. Comme enjeux nouveaux, il y a lieu de considérer des enjeux politiques devant amener les Gouvernants à prendre un certain nombre de mesures afin que la conduite des élections ne soit pas source de problèmes, de même que les enjeux réligieux et culturels face auxquelles les Gouvernants se doivent de prendre des mesures tout en favorisant la libre expression de la foi et manifestation de la réligion pour que des individus mal intentionnées ne se saisissent pas de ces libertés fondamentales pour générer des problèmes de sécurité aux Etats. Il existe également des enjeux sur le contrôle des espaces, des enjeux maritimes, des enjeux environnementaux, des enjeux liés aux richesses naturelles et minière, des enjeux socio-économiques pour lesquelles des missions nouvelles s'imposent pour la sécurisation des Etats…

Les hommes en uniforme évoquent la possibilité d'envisager une solution endogène au phénomène.

Une solution endogène qui passe par le concours à solliciter des entreprises et sociétés qui ont intérêt à la sécurisation maritime semble une possibilité envisagée dans la lutte contre la piraterie. Une telle solution serait-elle efficace ? Quelques cadres de l'Armée et personnes ressources expriment leurs points de vue sur la question .

.Le Capitaine de Frégate DAGUE K. MICHEL (BENIN)

La solution endogène à la lutte contre la piraterie serait bien souhaitable, mais pour être totalement efficace, la contribution des partenaires et de la Communauté internationale est indispensable. La responsabilité première des Etats côtiers doit être de mise et être la base car, pour beaucoup d'entre eux, les activités portuaires engendrent des revenus qui font de l'économie portuaire, le poumon de l'économie nationale.

•Le Col.MAKOUYA Balikou (TOGO)

La stratégie sécuritaire des Etats qui englobe les missions traditionnelles et non traditionnelles des Forces de sécurité et de défense impose un certain nombre de mécanismes comme l'identification des menaces, les facteurs qui les génèrent et les modes d'actions pour y faire face. Ainsi, la piraterie ferait partie de nouvelles menaces non traditionnelles et il importe que des renseignements précis fassent partie des préalables pour implémenter les modes d'actions. Il faudrait ensuite enrayer les facteurs favorisant ces menaces comme la pauvreté, la démographie… L'élargissement de la base participative aux entreprises et sociétés à la sécurisation maritime me semble en conséquence louable et indispensable. Ces sociétés doivent s'investir dans le processus de gestion et de développement pour enrayer le facteur pauvreté. Ainsi la contribution des sociétés et entreprises dans la sécurisation maritime me semble efficace.

•Le Colonel BOCOUM Kolado (MALI)

Le concours des entreprises et sociétés évoluant dans les ports (niveau national) est bien-sûr un acte qui pourrait améliorer la lutte contre la piraterie maritime. Il reste cependant à noter que l'essentiel du travail doit être assuré par les Etats qui ont pour mission de s'assurer la quiétude de leur peuple. Cette tâche serait efficacement accomplie par ailleurs si les Etats parviennent à mettre sur pied une coordination inter-Etat avec l'appui des partenaires pour assurer éventuellement la logistique. La lutte contre tant de réseaux mafieux nécessitent de grands moyens logistiques qu'une solution endogène à elle seule ne saurait être efficace.

•Le Colonel TAPSOBA Omer (Burkina Faso)

La solution consistant à fournir les moyens de lute contre la piraterie par la contribution des enterprises et autres beneficiaries de prestations portuaires me paraît inopportune et inadaptée. Inopportune parce qu'aucun avantage particulier n'est concédé en contrepartie d'éventuelles contributions ; inopportune parce que les mécanismes de lutte contre le phénomène n'existent pas encore au niveau communautaire et relèvent des Etats directement concernés. Le parallèle avec les phénomènes

similaireds dans les autres Etats (banditisme, terrorisme…) permet de dire que c'est plutôt des questions de souveraineté nationale en l'absence d'accords sur la gestion des moyens collectifs ou mutualisés. Il ne peut y avoir une efficacité à une telle solution en l'état actuel des accords au niveau communautaire. Il faut que les Etats fournissent les moyens de cette lutte et non les particuliers.

• Le Chef d'Escadron OUMEROU Zakari (NIGER)

La piraterie maritime, parce qu'elle compromet entre autres, les échanges économiques, est une menace sérieuse qui appelle à une mutualisation des actions des Etats concernés . Néanmoins cette menace interpelle aussi des structures non étatiques ayant deds intérêts dans les zones maritimes. C'est en ce sens que tout concours serait le bienvenu pour lutter efficacement contre cette menace. Ainsi, le concours des entreprises et sociétés qui ont intérêt à la sécurisation maritime sera d'autant plus efficace que ces entreprises et sociétés épauleront les Etats dans leurs efforts de formation et d'équipements des Forces navales.

•LeColonel BONECO Maxime (BURKINA FASO)

La sécurisation des espaces maritimes n'est pas seulement une question des enterprises et societies. Tout le monde y a intérêt. Il faut craindre que ces sociétés veuillent répercuter leurs cpontributions sur les consommateurs à travers des augmentations de prix de leurs articles ou services.

•Sylvain ZINSOU (FKA/ BENIN)

Eu égard à la gravité de la situation de piraterie et au regard de la modicité des ressources de l'Etat qui proviennent en grande partie justement du Port de Cotonou (de 150 navires/ mois est passé à 50), un partenariat entre les entreprises commerciales régulièrement enregistrées et menant des activités licites pourrait être envisagé. Nous avons vu ce genre de partenariat dans un passé récent entre les Banques commerciales et l'Etat. L'essentiel est de bien poser les problèmes sécuritaires dans ce domaine, de faire une analyse objective et de déterminer les solutions opportunes ainsi que les moyens conséquents en vue d'évaluer de façon transparente les coûts de cette sécurisation et leur répartition. Les moyens mobilisés devront alors être affectés aux missions indiquées et compte rendu devra se faire régulièrement aux partenaires à l'opération afin d'éviter les concussions et détournements des fonds à d'autres fins.

;Colonel EGNANFIN Dieudonné (BENIN)

Si les pays occidentaux manifestent leur volonté d'aider les pays ayant en partage les eaux maritimes, c'est parce qu'ils ont des intérêts économiques. Il s'agit de mobiliser les grandes entreprises et sociétés implantées dans les pays concernés à contribuer à la sécurisation de leurs marchandises dont la mise en péril leur causerait d'avantage de préjudices. A cet effet, ils seront invités à se convaincre de la nécessité de se regrouper par entité économique et par volume d'activités et le poids financier de chaque entreprise. Aussi dans ce chapitre, des règlementations en termes de textes doivent être prises pour mettre en confiance les nouveaux partenaires à la sécurité maritime et garantir une bonne gestion des ressources issues de la collaboration. Les cadres appelés à gérer les fonds qui doivent être tenus loin du trésor public seront désignés sur la base des principes objectifs répondant aux normes d'intégrité et de rigueur.

Oun !!!

Bonzour ma soeur, j'ai visité dè le pays avec « hommes intègres ». Ouaga. J'ai vi beaucoup de bons poulets sotés, grillés et flambés. Façon là, manzé vollailles-là, walaaiiii, bientôt il y aura génocide de poulets au pays dé gens-là oooh et pi parâit qué i a même genti crocodiles sacrés dans ouabou qui aiment beaucoup poulets là aussi. Ti sais aussi j'ai vi joli avenu là bà gens-là appellent NKRUMAAH, j'ai vi cité ouaga 2000 avec beaucoup de étaz. Walaiiii, ouaga, circulation là, cè pa comme sé nou là, avec boucoup dé motos qui courir comme si y avait lé fé o fesses et pi Zè entendi parlé réinion gradés armé véni bénin, véni mali, véni togo, véni niger mèmè véni ouaga là ossi et pi ti né sais pas j'ai vu gros militaires, capitaines, beaucoup dé colonéïls véni parler sécurité é di comment tué tous les bandi ki volent bateau en mer, tèrorists aussi, é pi zè pa vi aucun femme-là, zè mé démande si ooh femmes là même déza dévéni affaires insécirité pour Zommes-là ! pé ètr ké toua connè réponse-là à question-là ?

ti as vi tout ça! mais sécurité-là ooo! ï a pas femme ???

COl. CISSE Moussa
Pdt du Présidium de la journée du 14 Nov.

La première journée des travaux a été présidée par le Burkina Faso représenté par le Colonel Moussa CISSE. Trois communications ont été présentées au cours de la journée. La communication introductive a porté sur le thème de la problématique de la sécurité en Afrique de l'Ouest: enjeux et nouvelles missions et présentée par le Colonel Major ZAGRE Pingrénoma qui a fait l'état des lieux de la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'ouest à travers l'architecture de sécurité de la CEDEAO composé du conseil de sécurité et de médiation (CSM), de la commission de défense et de sécurité et du conseil des sages. En ce qui concerne les expériences opérationnelles, les périodes d'exécution des missions ont été évoquées dont l'ECOMOG au Libéria (1990-1999) , l'ECOMOG au Libéria (2003), l'ECOMIL au Libéria (2003) et le MICECI (ECOMICI) en Côte d'Ivoire ((2003-2004) qui ont connu des points forts mais aussi des insuffisances. Après avoir identifié les sept (7) enjeux sécuritaires de la sous région, il a précisé les différentes causes de ces problèmes qui induisent les violences sécuritaires dont découlent les nouvelles missions des Forces Armées et de sécurité que sont le maintien de la paix, la participation à la protection civile, la lutte contre le banditisme et la sécurité transfrontalières qui ont des impacts négatifs sur le développement de l'intégration sous régionale et la lutte contre le trafic illicite d'armes.

La première communication a porté sur le thème «Armée Républicaine et Démocratie en Afrique francophone au sud du Sahara : état des lieux, problèmes et perspectives» présenté par le Colonel TEKO B. Kangni, qui a successivement fait l'état des lieux en Afrique francophone , les rôles et missions de l'armée Républicaine et les sources de divergence entre les forces armées et la Nation. Son état des lieux a répertorié les différents accords qui liaient les pays africains nouvellement indépendants à la métropole française avec en bonne place pour les accords de coopération militaire. Le communicateur a ensuite défini les Forces armées et de sécurité, précisé leur rôles avant de montrer les caractéristiques des deux catégories de forces ainsi que des perceptions négatives que les populations se font d'elles. Ce qui rend les relations difficiles entre la nation et les forces armées qui restent des piliers du processus démocratique grâce à leurs missions régaliennes.

La seconde communication a porté sur le thème : la piraterie sur les côtes ouest africaines et présenté par le capitaine de vaisseau GBESSEMEHLAN Dénis du Bénin qui a donné un aperçu général des menaces majeures sur les côtes ouest africaines et défini les notions d'espace et de pirateries maritimes en Afrique de l'ouest et évoqué les moyens de la piraterie moderne, leurs cibles et leur modes d'action. Enfin, il a été procédé à l'analyse du phénomène et esquissé des approches de solution pour une lutte efficace contre la piraterie maritime.

Chaque communication a donné lieu à des échanges qui ont permis aux participants d'approfondir les thématiques de la journée et de faire des propositions pertinentes à même de contribuer à faire face aux maux sécuritaires de l'espace sous régional francophone.

Cette première journée a connu la présence du Chef d'Etat Major du Burkina Faso qui a tenu par sa présence à marquer l'importance que les plus hautes autorités du pays accordent aux présentes assises. Dans une brève intervention , il est revenu sur les problèmes sécuritaires auxquels sont confrontés les pays de la sous région, relevé le manque de confiance entre les pays africains en matière de partage de l'information et de mutualisation des moyens. C'est pourquoi, il a salué la tenue de ce colloque et a exhorté les participants à procéder à une analyse approfondie des questions posées pour une approche globale et concertée notamment fondée sur la lutte contre le terrorisme.